

Suisse

# «Les salafistes cherchent à investir les mosquées suisses»

**Saïda Keller-Messahli s'inquiète des liens de nos mosquées avec des acteurs mondiaux de l'islam radical**

Lucie Monnat

Dans une interview accordée à la presse alémanique, le prédicateur libyen accusé d'attiser la haine dans sa mosquée biennoise assure être victime d'une mauvaise traduction et promet qu'il est bien intégré (*lire aussi en page 9*). Pour Saïda Keller-Messahli, cet homme représente l'un des nombreux exemples des ramifications islamistes qui infiltrent les mosquées suisses. La présidente du Forum pour un islam progressiste publie lundi son livre *Plaque tournante islamiste en Suisse: un coup d'œil dans les coulisses des mosquées*, où elle décrit les nombreuses connexions entre les imams, les mosquées et des pays du golfe Persique désireux d'instaurer un islam radical en Europe. Interview.

**Quel est le but de ce livre?**

Je veux démontrer au grand public le lien entre les mosquées et les organisations internationales qui prétendent représenter l'islam mais sont en réalité très politiques. Ils se donnent les moyens d'être présents partout en Europe, surtout dans sa partie germanophone: Allemagne, Autriche et Suisse.

**Pourquoi ces régions en particulier?**

Une grande partie de la diaspora balkanique - musulmans albanais du Kosovo, macédoniens ou bosniens - s'y est installée depuis la guerre de Yougoslavie. Ces pays ont accueilli des centaines de milliers de réfugiés de ces pays. Aujourd'hui, de nombreuses personnes qui ont construit des mosquées dans ces pays sont en lien avec des organisations implantées dans leurs pays d'origine et en lien avec des pays du Golfe. Ces organisations cherchent à investir les mosquées pour distiller leur idéologie salafiste.

**Pouvez-vous donner des indices de cette réalité que vous décrivez?**

Les mosquées représentent un intérêt stratégique important. On peut s'en apercevoir avec leurs sources de financement. Je ne crois pas, comme le prétendent les imams, que les millions nécessaires à la construction d'une mosquée viennent uniquement des membres. Ceux-ci sont issus de la migration et nombre d'entre eux sont des ouvriers. J'ai lu que l'ambassadeur du Koweït en Albanie et le mufti du Kosovo étaient présents à l'inauguration de la mosquée de Plan-les-Ouates à Genève. Ce n'est pas anodin: cela montre l'intérêt stratégique que le lieu de culte suscite. Il s'agit d'une véritable sous-culture dans notre société. Il circule des livres, des CD, il existe des sites Internet et même une radio salafiste suisse. Derrière, on trouve des extrémistes, à l'instar du directeur de cette radio, qui s'est présenté au parlement du Kosovo sous la bannière du parti Fjala. Le chef de ce parti a d'ailleurs été invité par l'Union des imams albanais en Suisse (UAIS) dans une mosquée à Aarburg (AG).



La Zurichoise Saïda Keller-Messahli publie un livre inquiétant sur les ramifications des mosquées suisses. KEYSTONE

«Les mosquées représentent un intérêt stratégique important»

**Saïda Keller-Messahli**  
Fondatrice et présidente du Forum pour un islam progressiste

**Vous évoquez souvent les connexions de l'UAIS et de la diaspora balkanique avec l'Arabie saoudite. Or, les Balkans ont toujours porté l'image d'un islam modéré.**

La mémoire collective voit toujours l'ex-Yougoslavie. A cette époque, le communisme laissait peu de place à la religion. Cette réalité a changé avec l'arrivée des Saoudiens, des Turcs ou encore des Qataris, soit divers pays du golfe Persique qui essaient d'intégrer en Europe leur vision de l'islam. Le Kosovo, où est né le parti

salafiste Fjala, est le pays européen qui compte le plus de voyageurs du djihad. L'image d'un islam modéré des Balkans ne correspond plus à la réalité, et cela à un impact direct sur nous: la plupart des musulmans suisses proviennent des Balkans et de la Turquie.

**A vous entendre, il ne reste plus beaucoup de place pour les musulmans modérés en Suisse.**

Il y en a, comme Mustafa Memeti, qui prône un islam conservateur certes mais pas salafiste. Celui-ci

s'est d'ailleurs distancé de l'UAIS à un certain moment. Il existe bien sûr des mosquées où l'on peut vivre une véritable spiritualité sans que le politique ne s'en mêle. Mais elles sont malheureusement minoritaires.

**La formation d'imams en Suisse serait-elle une solution?**

Bien sûr. Mais pas que. On pourrait se calquer sur l'Autriche, qui a rédigé une loi sur l'islam. Celle-ci interdit les imams qui ne sont pas formés en Autriche, tout financement étranger, les stands de propagande comme celle de l'association Lies! (*ndlr: en français, «Lies» qui distribue des corans dans les rues*) ou encore le port du niqab dans l'espace public. La Suisse doit légiférer pour définir quelle est la frontière entre l'islam et l'Etat. Sinon, les problèmes ne cesseront jamais. L'imam de Bienne qui fait scandale ces jours fait partie des Frères musulmans. La Suisse a accordé l'asile politique à beaucoup d'entre eux, ce qui est à mon sens une erreur. Il s'agit de gens actifs, qui tenteront toujours d'islamiser la société. Nous devons agir contre. Nous avons aujourd'hui en Suisse plus de mosquées qu'en Belgique!

**L'islamisation de la société est normalement un thème cher à l'UDC. Vous vous en rapprochez?**

Bien que je ne sois pas du tout proche de ce parti, il faut reconnaître qu'il a parfois raison. Cessons de penser en termes de partis. De nombreux musulmans de Suisse et d'ailleurs partagent cette vision et sentent le danger. J'ai écrit ce livre parce que ce que mes recherches m'ont révélé m'a inquiété.

## Un manque de nuances et de sources

● Hansjörg Schmid, directeur du Centre suisse islam et société (CSIS) à Fribourg, a lu le livre de Saïda Keller-Messahli. Selon lui, l'ouvrage est intéressant mais soulève quelques critiques. «La première, ce sont les sources et les preuves de ce qu'elle écrit, estime le spécialiste. Elle cite des articles, mais j'ignore sa connaissance du terrain. De mon expérience, certaines affirmations doivent être nuancées.» Hansjörg Schmid en vient ainsi au deuxième objet de ses réserves: trop de généralités. «Ce qu'elle dit n'est pas faux: les réseaux au niveau transnational existent, mais leur densité n'est pas toujours la même. Je privilégierais une approche plus locale. Prenons par exemple le cas de l'organisation turque Milli Görüs. Elle prend effectivement racine dans une idéologie islamiste, mais c'est sans compter sur la jeune génération. Celle-ci s'en



**Hansjörg Schmid**  
Directeur du Centre suisse islam et société à Fribourg

distancie aujourd'hui largement et prône un islam certes conservateur, mais pas radical.»

L'exemple des Balkans doit aussi être resitué dans son contexte. «Dans des pays avec un manque de perspectives et un défaut de ressources pour la jeune génération, l'Arabie saoudite offre des bourses pour une formation dans l'une de ses universités. Certains en ont profité et se sont déplacés dans un but théologique, mais d'autres sont aussi partis dans une perspective économique. Ce n'est pas parce qu'un imam s'est retrouvé dans la même pièce qu'une personne aux idées radicales qu'il en partage

forcément les convictions.» La question du financement n'échappe pas à la nuance. «Tout dépend de la source. C'est problématique lorsque cela vient d'un Etat mais je connais l'exemple d'une mosquée qui a reçu de l'argent par un privé, affirme Hansjörg Schmid. Le donateur est simplement quelqu'un qui aime voyager en Suisse. De manière générale, les musulmans ont compris que plus ils étaient transparents sur leurs comptes, meilleures étaient leurs relations avec le reste de la société.»

Hansjörg Schmid estime que les solutions se trouvent dans un dialogue critique, et non seulement dans les lois et les interdictions. L'Europe devrait également penser à mettre en place des structures destinées aux musulmans, tant pour leur formation que pour leur permettre de se financer tout seuls. **L.MT**

## Bregaglia est coupée du monde

**Maisons et routes saccagées, habitants évacués: la commune grisonne souffre**

La commune de Bregaglia (GR) est désormais coupée du monde, ses routes étant bouchées par deux nouveaux éboulements. Le premier, jeudi soir, a été suivi d'une coulée de boue qui a détruit des maisons à Bondo et à Promontogno. Le second est survenu vendredi vers 3 h au pied du col de la Maloja, entre Vicosoprano et Casaccia. La boue et les gravats ont fait déborder un torrent et recouvrent la chaussée, qui relie l'Engadine à l'Italie en passant par le Val Bregaglia, sur plusieurs centaines de mètres.

La coulée de boue descendue jeudi vers 21 h 30 a traversé le val Bondasca jusque dans le bassin de rétention de Bondo, avant de recouvrir la nouvelle route cantonale ainsi que le lit du ruisseau Maira. D'autres villages à proximité ont aussi été touchés. Les habitants de Spino, où plusieurs maisons ont été endommagées, ont quitté les lieux d'eux-mêmes. Deux personnes âgées, coincées dans un bâtiment, ont pu être secourues par la Rega. A Promontogno, à Sotoponte et à Bondo, des habitations ont été entièrement détruites. Aucun blessé n'a été recensé.

Les 1500 habitants du Val Bregaglia se montrent solidaires et s'entraident. Les personnes évacuées ont trouvé refuge chez des amis ou des membres de leur famille, d'autres dans des abris de la protection civile ou à l'hôpital de la vallée. La région bénéficie par ailleurs de plus en plus de gestes de solidarité. La Chaîne du Bonheur a annoncé jeudi une aide immédiate de 260 000 francs, destinée aux particuliers et aux PME. **ATS**

## Vers une réduction de la voilure du filet social

**Le parlement est en passe d'abaisser le montant minimal des prestations complémentaires (PC), entre autres points de réforme**

Suivant le Conseil des Etats, la Commission de la sécurité sociale du National soutient la réduction du montant minimal des prestations complémentaires. Une mesure qui doit permettre d'économiser 114 millions de francs et qui s'inscrit dans une grande réforme pour optimiser le système.

Les sénateurs avaient adopté le projet en juin. La commission du National est entrée peu après en matière sur le projet, mais elle souhaite procéder encore à des analyses approfondies. Par 16 voix contre 7, elle accepte la réduction du montant minimal des prestations complémentaires. Dans la plupart des cantons, il correspond au montant de la prime moyenne de l'assurance obligatoire.

Avec la réforme, le montant minimal des PC serait ramené à celui de la réduction de primes la plus généreuse accordée aux personnes n'ayant droit ni aux PC ni à l'aide sociale. Il ne pourrait toutefois pas être inférieur à 60% de la prime moyenne. **ATS**